



CENTRE DE SANTE MENTALE ANGEVIN
Centre Hospitalier
Ste GEMMES S/LOIRE
BP 50089
49137 LES PONTS DE CE CEDEX

DIRECTION PLAN & TRAVAUX

ENTRETIEN ET REPARATION DE TOITURES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

N° 130002 du 19 mars 2013

Date limite de réception des offres :

15 avril 2013 à 17h00

Pouvoir adjudicateur :

Centre de Santé Mentale Angevin
BP 50089 - 49137 Les Ponts de Cé Cédex
Tel : 02.41.80.79.24 fax : 02.41.80.78.47

Objet de la consultation :

Entretien et réparation de toitures

Etendue de la consultation :

Marché en procédure adaptée passé en application des articles 28 et 29 du Code des Marchés Publics
Marché à bons de commande en application de l'article 77 du Code des Marchés Publics.

Représentant légal du Pouvoir Adjudicateur :

Madame PLANTEVIN Directeur du Centre de Santé Mentale Angevin.

Comptable assignataire :

Trésorerie Publique d'Avrillé, 1 rue de Larevellière, 49035 Angers Cédex

Imputation budgétaire :

H 615.

ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DU MARCHE

1.1 Prestations : Entretien et réparation de toitures

1.2 Décomposition en lots : 2 lots

1.3 Marché à bons de commande

Le marché est un marché à bons de commande passé en application du premier alinéa de l'article 77 du code des marchés publics.

Les bons de commande seront émis dans les conditions et limites suivantes

Les valeurs données ci-dessous sont données par période annuelle :

| N° du lot | LOT | Minimum HT /an | Maximum HT / an |
|-----------|--|----------------|-----------------|
| 1 | Entretien et réparation toiture intra césame | 4 000 EUROS | 80 000 EUROS |
| 2 | Entretien et réparation toiture Extra cesame | 4 000 EUROS | 60 000 EUROS |

Durée de validité du marché pendant laquelle la personne publique peut notifier des bons de commande au titulaire : les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité du marché.

1.4 Date d'effet du marché

La date d'effet du marché est la date inscrite sur l'acte d'engagement (DC 3) notifié au titulaire.

1.5 Durée d'exécution du marché

Le marché est conclu pour une période d'un an ferme.

1.6 Procédure

Procédure passée en application des articles 28 et 29 du Code des Marchés Publics.

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- acte d'engagement (DC3) ainsi que ses annexes : bordereau de prix
- Bordereau des prix unitaires
- Le CCAP
- Le CCTP et ses annexes
- Le plan de prévention

ARTICLE 3 – DELAIS D'EXECUTION

3.1 Les délais d'exécution sont stipulés au CCTP.

3.2 Marchés à bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande délivrés par le service et qui comporteront :

- la référence au marché
- la désignation de la prestation
- la quantité
- le délai d'exécution
- le lieu d'exécution

Les bons de commande pourront être notifiés par fax si besoin.

ARTICLE 4 – ENTREPRISES GROUPEES

Le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin. Le mandataire représente, jusqu'à la date ci-dessus, l'ensemble des entrepreneurs conjoints, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateurs pour l'exécution du marché.

Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs.

ARTICLE 5 – CONDITION DE LIVRAISON OU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution ou de livraison est précisé dans chaque bon de commande.

ARTICLE 6 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

6.1 Nature du prix

Le marché est conclu aux prix unitaires du bordereau des prix unitaires.

Le candidat doit obligatoirement indiquer le prix qu'il propose arrondi au centième pour chacun des lots. L'offre devra être rédigée en langue française. Les prix progressifs ne seront pas admis.

6.2 Caractère du prix

Les prix du marché évoluant, un nouveau bordereau de prix ajustés aux tarifs en cours sera transmis par le titulaire du marché à chaque date anniversaire du marché.

6.3 – Caution et garantie exigées

Les candidats retenus n'auront pas à constituer de garantie financière.

ARTICLE 7 – AVANCE

7.1 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire, dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 87 I, II et IV du code des marchés publics.

Elle est versée le cas échéant dans le délai de 30 jours à compter de la date de début du délai contractuel d'exécution du marché, du bon de commande ou de la tranche.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles 88 et 94 du Code des marchés publics. Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant initial du présent marché et se termine lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du même montant selon un rythme calculé au prorata du pourcentage d'avancement. Le paiement de l'avance sera soumis à la constitution par l'entreprise d'une caution personnelle et solidaire d'un montant équivalent à celle de l'avance. Le délai global de paiement de l'avance forfaitaire court à compter de la réception de ce justificatif.

ARTICLE 8 – PAIEMENT – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

8.1 Délai de paiement

Le paiement sera effectué dans un délai de 50 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par les services de la personne publique contractante ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Le délai global de paiement pourra être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

8.2 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice des titulaires ou des sous-traitants payés directement.

8.3 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants régulièrement acceptés est mis en œuvre selon les modalités prévues par le code des marchés publics, notamment par l'article 116 du code.

Les sous-traitants adressent leur demande de paiement, libellé au nom du pouvoir adjudicateur, au titulaire, ainsi qu'au pouvoir adjudicateur ou à la personne désigné par lui dans le marché.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu par l'article 98.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

8.4 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au marché seront établies en un original et deux copies portant, outre les mentions légales les indications suivantes :

Nom et adresse du créancier
Numéro de compte bancaire ou postal tel que précisé dans le DC3
Numéro du marché en cours
La date
Le service exécuté
Montant HT
Prix des prestations accessoires
Taux et montant de la TVA

Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG.

9 – GARANTIES PARTICULIERES

Le titulaire garantie au maître d'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité sur la couverture pendant un délai de 2 ans à partir de la date d'effet des travaux effectués par lui-même.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux –ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

10 – PENALITES DE RETARD

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du C.C.A.G ; les dispositions particulières suivantes s'appliquent :

- une pénalité de retard de 150 euros par jour de retard (après signification du délai d'exécution sur le bon de commande) sera appliquée.
- Pour les cas d'urgence avec un délai d'intervention fixé à 24 heures, une pénalité (par forfait unique) de 150 euros sera appliquée dès une tranche de 4 (quatre) heures de retard.